

print

## La Libye secouée par des protestations qui ciblent le gouvernement et les forces françaises

De [Jean Shaoul](#)

Global Research, mai 05, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-libye-secouee-par-des-protestations-qui-ciblent-le-gouvernement-et-les-forces-francaises/5333987>

La violence est en train de s'emparer de Tripoli, la capitale de la Lybie. Moins d'un an après des élections proclamées être une légitimation de l'invasion menée par l'OTAN pour le renversement du régime de Mouammar Kadhafi, les nouveaux affrontements qui se déroulent actuellement témoignent du peu d'emprise qu'exerce le gouvernement du premier ministre Ali Zeidan sur ce pays dévasté par la guerre.

La semaine passée, une voiture piégée a explosé devant l'ambassade de France, blessant deux gendarmes et plusieurs habitants du quartier et causant des dégâts considérables aux bâtiments voisins. L'explosion serait l'œuvre d'un groupe lié à al Qaïda et opposé à l'intervention française qui a débuté en janvier dernier au Mali contre les forces islamistes qui avaient pris le contrôle du Mali Nord. La semaine précédente, al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le bras armé d'al Qaïda en Afrique du Nord, avait menacé d'exercer des représailles.

Hier, une bombe a détruit le poste de police dans la ville de Benghazi dans l'Est de la Libye. Il n'y a pas eu de victime.

Il y a quelques jours à peine, le parlement français a voté la prolongation de sa mission militaire au Mali tandis que les Nations unies ont évoqué la possibilité d'une deuxième force opérationnelle « parallèle » pour accomplir des opérations « anti-terroristes » en « dehors du mandat de l'ONU. » Cette unité spéciale sera essentiellement mise en place par la France et sera stationnée soit à l'intérieur des frontières du Mali soit ailleurs en Afrique occidentale.

Les ambassades françaises restaient en état d'alerte rouge partout en Afrique du Nord depuis l'attaque à la bombe contre le consulat des Etats-Unis et une installation de la CIA à Benghazi en septembre qui avait tué l'ambassadeur américain et trois autres responsables mais surtout après la prise d'otages par des militants armés à l'usine de traitement de gaz d'In Amenas en Algérie pour exiger la libération de prisonniers et la fin des opérations françaises au Mali. Trente-huit civils avaient été tués lors de l'opération de sauvetage bâclée de l'armée algérienne.

La France a étroitement collaboré avec le Qatar et d'autres monarchies pétrolières du Golfe qui ont financé, armé et entraîné des forces islamistes pour le renversement de Kadhafi. Elle travaille actuellement avec Doha ainsi qu'Ankara et Riyadh, qui soutiennent des forces comprenant le Front Al Nusra, lié à al Qaïda en Irak, dans une guerre sectaire pour évincer le président de la Syrie, Bachar al Assad, et isoler l'Iran.

La guerre de l'OTAN a miné l'équilibre précaire que Kadhafi avait contribué à maintenir parmi les Touaregs et les autres groupes tribaux au Sahara. L'influence de groupes islamistes régionaux, stimulée par la décision de l'OTAN de placer des Libyens liés à al Qaïda aux postes de pouvoir, a sapé le contrôle de l'armée malienne sur le Nord rebelle du pays.

Certaines de ces forces ont cherché à arracher le contrôle du Mali et de ses ressources minérales à la junte militaire de Bamako, soutenue par la France, en bousculant les intérêts géostratégiques et commerciaux de la France en Libye et dans ces anciennes colonies en Afrique du Nord et de l'Ouest.

La France a envoyé son armée au Mali pour chasser les forces armées islamistes et tribales. A présent, des groupes islamistes expulsés du Mali sont remontés vers le Nord, en franchissant le Sahara via l'Algérie et le Niger pour rejoindre la Libye en attisant une insurrection grandissante. La politique cynique consistant à utiliser les Islamistes pour promouvoir les intérêts de la France a maintenant provoqué un retour de flammes comme elle l'avait fait l'année dernière contre les Etats-Unis à Benghazi, déstabilisant le régime mis en place par l'OTAN.

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, qui s'est rendu en Libye, a dit que la France collaborerait avec les autorités libyennes pour trouver ceux qui avaient perpétré cette attaque. Ce qui pourrait signifier l'envoi de forces spéciales françaises.

Lors d'autres incidents, au moins 200 hommes armés encerclent depuis dimanche le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Intérieur et l'agence d'information de l'Etat en exigeant que les responsables qui ont travaillé pour Kadhafi soient bannis des postes de haut niveau dans le nouveau gouvernement. Mardi, ils ont occupé le ministère des Finances. En début de semaine, des policiers ont pris d'assaut le ministère de l'Intérieur pour protester contre leur salaire.

Il y a eu un nombre croissant de manifestations contre d'anciennes figures du régime qui détiennent encore des postes importants. En mars dernier, des manifestants avaient séquestré pendant plusieurs heures des législateurs à l'intérieur du bâtiment du Congrès en insistant pour qu'ils passent une loi interdisant aux membres de l'ancien régime d'exercer des fonctions. Une telle loi, pourrait, en fonction de la manière dont elle est appliquée, affecter 80 pour cent du Congrès national et, si elle est étendue à l'appareil judiciaire, elle pourrait occasionner la révocation de presque tous les juges.

Ce qui est primordial, c'est qu'elle affecterait le gouvernement qui comprend des ministres de l'Alliance des Forces nationales, l'aile politique des Frères musulmans, et le Parti pour la Justice et la Construction ainsi que des soi-disant indépendants, des dirigeants régionaux et certaines anciennes figures du régime. Leur confirmation en octobre dernier par le Congrès a suscité des protestations de colère devant le bâtiment du Congrès et qui ont été dispersées par des coups de feu tirés par la police.

Zeidan est un ancien diplomate qui s'était brouillé avec Kadhafi en 1980 et qui avait vécu en exil en Suisse où il était avocat. Il est l'un des membres fondateurs du Front national pour le Salut de la Libye (NSFL) qui avait oeuvré dans les années 1980 pour le renversement par les armes du régime libyen en bénéficiant du soutien de l'Arabie saoudite et de la CIA.

En 2011, il avait été l'envoyé européen du Conseil national de Transition et avait joué un rôle clé pour persuader le président français Nicolas Sarkozy de soutenir les forces anti-Kadhafi. Son parti était arrivé en deuxième position aux élections derrière l'Alliance des Forces nationales.

L'invasion néocoloniale de la Libye en 2011 menée par l'OTAN a réduit littéralement à zéro la production pétrolière, sa principale source de revenu, et a détruit une grande partie de l'infrastructure du pays. En conséquence, l'économie s'est contractée de plus de 40 pour cent en 2011, ce dont elle ne s'est toujours pas remise. La Libye souffre déjà d'une inégalité sociale massive, de 50 pour cent de

chômage des jeunes, d'énormes disparités économiques entre les diverses régions et de la corruption. Tous ces problèmes ont été exacerbés par la guerre qui a contraint un million de personnes à fuir leur foyer.

La Libye fonctionne actuellement comme un bazar mondial d'armes, qui expédie des armes et des combattants à la Syrie et à d'autres régions en conflit. Au sein de la Libye, il y a des centaines de milices, dont beaucoup sont affiliées à al Qaïda et qui ont combattu contre le régime Kadhafi dans la guerre de l'OTAN.

Ces brigades armées se livrent actuellement à des batailles rangées contre des groupes rivaux au sujet de « zones d'influence » dans les villes libyennes. Il y a eu des affrontements particulièrement mortels à Zintan et à Zuara sur la question de savoir qui devrait protéger le complexe pétrolier et gazier dans l'Ouest de la Libye et appartenant à Mellitah, une co-entreprise de la Libye et de la société énergétique italienne Eni, avant que l'armée ne rétablisse l'ordre.

Un récent rapport de l'International Crisis Group a fait état de l'insécurité généralisée en Libye. Des bandes armées prolifèrent et l'anarchie règne. Dans de nombreuses parties du pays, le système judiciaire ne fonctionne pas. Des groupes armés, approuvés à l'origine par le Conseil national de Transition de la Libye, continuent de gérer les prisons et d'imposer leurs propres systèmes de justice sommaire, dont des assassinats, la torture, des enlèvements et des attaques contre les forces gouvernementales.

Le gouvernement essaie de stopper, le flux d'hommes et d'armes arrivant dans les régions frontalières du Sud à l'aide d'un matériel de surveillance fourni par Washington qui a établi une base de drone au Niger à partir de laquelle ils peuvent surveiller le Mali et la Libye. Le gouvernement libyen a aussi terminé une tranchée longue de 170 kilomètres traversant sa frontière formée par le désert au sud-ouest, lui permettant de détecter les contrebandiers.

Zeidan cherche à faire sortir les milices de la ville portuaire de Benghazi à l'Est du pays où le nombre d'attaques perpétrées par des militants islamistes est en hausse, mais il manque de forces armées nécessaires pour le faire. Depuis décembre dernier, les Etats-Unis ont fourni à la Libye des drones et un avion militaire pour la reconnaissance électronique, Orion, pour l'aider à prendre le contrôle de la ville.

Le gouvernement a lancé la répression contre les milices à Tripoli et des forces de sécurité stationnent partout dans la ville. Elles ont vidé plusieurs centres de détention illégaux et saisi 36 bases utilisées par les milices.

La poursuite de ces conflits et le fait qu'on assiste maintenant à des combats de rue démasquent le mensonge qu'était la justification donnée pour cette guerre menée par l'OTAN en vue d'un changement de régime, justification disant que cette guerre allait apporter la démocratie et les droits humains. Sont aussi démasqués les soi-disant groupes de gauche qui l'ont soutenue. Il s'agissait d'affabulations commodes derrière lesquelles les Etats-Unis et leurs alliés ont pu promouvoir leurs intérêts, en prenant le contrôle de la richesse pétrolière de la Libye.

**Jean Shaoul**

Article original, [WSWS](#), paru le 3 mai 2013

Copyright © 2013 Global Research